

Signing in the Rain

Le cycle d'information / consultation du CCE SFR s'est déroulé sur 6 réunions entre le 23 avril et le 20 juin 2014.

Le Comité Central d'Entreprise (CCE) de SFR a rendu le vendredi 20 juin son avis relatif à la vente de SFR par Vivendi à Numericable Group.

Vivendi et Numericable Group ont signé dans la foulée l'accord définitif de cession de SFR, qui prendra effet une fois rendus les avis des Autorités publiques¹.

C'est donc maintenant que tout commence véritablement

Si l'on se contente de regarder ce projet sans prendre en compte les aspects de son financement, il a tout pour plaire...

Si l'on se contente de regarder ce projet en faisant abstraction de la réputation sociale d'ALTICE, il a tout pour plaire...

- ⇒ Complémentarité des activités,
- ⇒ Création d'un vrai Numéro 2 des Télécoms en France,
- ⇒ Création du n°1 du Très Haut Débit fixe (THD),
- ⇒ Quasi absence de doublon dans les effectifs,
- ⇒ Etc, etc...



**19
Milliards**

Mais...mais il y a une énorme dette à supporter

Et on a beau nous expliquer que 19 Md€, c'est la dette consolidée d'ALTICE ; nous n'oublions pas que la multinationale ALTICE affiche un chiffre d'affaire (CA) total de 3 Md€ alors que SFR génère seule aujourd'hui un CA 3 fois supérieur !

C'est donc bien l'entreprise achetée, SFR, qui sera mise à contribution pour régler les dettes de la maison mère, c'est ce qu'on appelle un surendettement par LBO.

Alors la Direction va chercher très, très vite des synergies...

Car l'équilibre financier du projet repose sur la réalisation de « synergies » :

- la mise en place d'une organisation commune, notamment pour faire croître la part de marché Entreprises avec Business Team, Complétel, Télindus et LTI ;
- l'unification du réseau, sa supervision, sa maintenance et son déploiement ;
- la convergence des offres Grand Public, du réseau de distribution, du Service Client, des SI, de la marque, de la communication, etc, etc.

Nous devons tous travailler ensemble, mais sans que les entreprises fusionnent, sans que les mêmes règles s'appliquent, les même salaires, les même statuts...

¹ ADLC (Autorité De La Concurrence) et ARCEP (Autorité de Régulation des Communications Electroniques et Postales)

